



**HAL**  
open science

# La promesse de l'Afrique. Chief M. K. O. Abiola et les réparations pour l'esclavage et le colonialisme, 1990-1993

Giulia Bonacci

## ► To cite this version:

Giulia Bonacci. La promesse de l'Afrique. Chief M. K. O. Abiola et les réparations pour l'esclavage et le colonialisme, 1990-1993. Esclavages & post-esclavages / Slaveries & Post-Slaveries, 2021, 10.4000/slaveries.4969 . hal-03463704

**HAL Id: hal-03463704**

**<https://hal.science/hal-03463704>**

Submitted on 2 Dec 2021

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



## Esclavages & Post-esclavages

Slaveries & Post-Slaveries

5 | 2021

Réparations et esclavages

---

### La promesse de l'Afrique. Chief M. K. O. Abiola et les réparations pour l'esclavage et le colonialisme, 1990-1993

*Africa's Promise. Chief M.K.O. Abiola and Reparations for Slavery and Colonialism, 1990-1993*

*La promesa de África. Chief M. K. O. Abiola y las reparaciones por esclavitud y colonialismo, 1990-1993*

*A promessa da África. Chief M. K. O. Abiola e as reparações pela escravidão e o colonialismo, 1990-1993*

**Giulia Bonacci**

---



#### Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/slaveries/4969>

DOI : [10.4000/slaveries.4969](https://doi.org/10.4000/slaveries.4969)

ISSN : 2540-6647

#### Éditeur

CIRESC

#### Référence électronique

Giulia Bonacci, « La promesse de l'Afrique. Chief M. K. O. Abiola et les réparations pour l'esclavage et le colonialisme, 1990-1993 », *Esclavages & Post-esclavages* [En ligne], 5 | 2021, mis en ligne le 25 novembre 2021, consulté le 26 novembre 2021. URL : <http://journals.openedition.org/slaveries/4969> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/slaveries.4969>

---

Ce document a été généré automatiquement le 26 novembre 2021.



Les contenus de la revue *Esclavages & Post-esclavages / Slaveries & Post-Slaveries* sont mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

---

# La promesse de l'Afrique. Chief M. K. O. Abiola et les réparations pour l'esclavage et le colonialisme, 1990-1993

*Africa's Promise. Chief M.K.O. Abiola and Reparations for Slavery and Colonialism, 1990-1993*

*La promesa de África. Chief M. K. O. Abiola y las reparaciones por esclavitud y colonialismo, 1990-1993*

*A promessa da África. Chief M. K. O. Abiola e as reparações pela escravidão e o colonialismo, 1990-1993*

**Giulia Bonacci**

---

*La recherche pour cet article a bénéficié d'une aide du gouvernement français, gérée par l'Agence nationale de la recherche au titre du projet Investissements d'Avenir UCA<sup>JEDI</sup> portant la référence n° ANR-15-IDEX-01 (projet URACE porté par V. Piétri).*

- 1 « Découragés », « abandonnés », « vendus », « trahis » par l'Afrique ; les mots choisis pour exprimer le ressenti des délégués caribéens à la sortie de la conférence des Nations unies en septembre 2001, à Durban, sont durs<sup>1</sup>. Les attentes de ces délégués qui avaient travaillé et plaidé pour que les réparations au titre de l'esclavage soient fermement inscrites dans l'agenda politique international, étaient déçues. Plus encore, ce vocabulaire de l'émotion évoque comme une promesse bafouée, une confiance et une espérance placées par les délégués caribéens dans les États africains, mais qui se voyaient trahies. Les réparations au titre de l'esclavage étaient pourtant au cœur des débats de cette première grande conférence internationale du XXI<sup>e</sup> siècle<sup>2</sup>, dont l'objectif était d'analyser les dynamiques mondiales du racisme, de la xénophobie et des discriminations, afin de les éradiquer. Malgré les interventions de plusieurs chefs d'États africains qui ont plaidé la cause des réparations et souligné son importance, les présidents du Sénégal et du Nigéria s'y sont fermement opposés. La résolution finale ne

reconnaît pas que l'esclavage et la traite étaient des crimes contre l'humanité à l'époque où ils étaient pratiqués ; elle empêche que des réparations puissent y être associées. Cette position est rédhitoire pour le groupe des délégués caribéens qui y voit la preuve de l'assujettissement du continent aux politiques économiques pilotées depuis l'Occident. Il s'agit, dans cet article, de cerner la nature de cette promesse qui aurait été formulée par les États africains aux militants issus des diasporas africaines et qui aurait été bafouée à Durban en 2001. Pour cela, il nous faut mettre en lumière et discuter le rôle de figures africaines engagées dans la cause des réparations, en particulier celle du Nigérian Chief M. K. O. Abiola (1937-1998) qui l'avait portée, défendue et financée.

- 2 Souvent, l'analyse des ressorts et des enjeux liés aux réparations est centrée sur les États-Unis où les demandes initiées dès l'abolition de l'esclavage (1865) ont trouvé un nouveau souffle dans la préparation et le sillage de la conférence de Durban (Biondi 2007). Au Brésil, la question des réparations financières au bénéfice des esclaves apparaît dès les années 1880 dans les discours des abolitionnistes (Araujo 2017 : 79-80). Aux Caraïbes, les situations sont contrastées, entre Haïti où la contestation prend forme dès 1825 contre la compensation imposée par la France en échange de la reconnaissance de l'indépendance, et l'espace anglophone, au sein duquel la revendication d'une reconnaissance de la responsabilité britannique et d'une réparation est d'abord formulée en termes populaires, portés par les Rastafaris, et ne devient qu'à la fin du xx<sup>e</sup> siècle un discours aux fondements juridiques porté par les élites politiques. Quant à l'Afrique, l'ambiguïté de sa position a déjà été soulignée par Wole Soyinka : les Africains pouvaient être tenus pour coresponsables dans la vente d'êtres humains aux esclavagistes européens, mais ils pouvaient aussi revendiquer des réparations puisque l'esclavage avait ravagé les dynamiques organiques de leur développement (Soyinka 1999 : 37-38). En 2004, un numéro spécial des *Cahiers d'Études africaines* a contribué à la réflexion autour des questions de réparations, restitutions et réconciliations, avec plusieurs articles sur l'Afrique du Sud, le Congo, le Burundi, les îles de l'océan Indien, Haïti et l'Outre-Mer. Un article de Rhoda E. Howard-Hassmann (2004) y précède de quelques années son ouvrage sur les réparations pour l'Afrique (Howard-Hassmann & Lombardo 2008), où elle tente d'analyser l'efficacité des arguments des militants en faveur des réparations, pour finalement défendre l'idée de « droits humains économiques » (Howard-Hassmann & Lombardo 2008 : 176-178). Dans un court ouvrage, Lang Fafa Dampha reproche quant à lui aux Africains-Américains de ne pas avoir inclus le colonialisme parmi les maux qu'il faudrait pouvoir réparer, et il cherche à réconcilier les revendications américaines avec les besoins du continent, notamment la quête de son développement (Dampha 2015). Depuis, la documentation mémorielle et juridique de nombreux crimes coloniaux en Afrique, tend à élargir le champ à partir duquel des demandes de reconnaissance, de compensation, de restitution et de réparations sont formulées. C'est le cas pour le premier génocide du xx<sup>e</sup> siècle par les Allemands contre les Herero en Namibie, pour la répression britannique contre les Mau Mau dans les années 1950, ou encore pour le pillage de biens rituels et culturels dans les colonies françaises.
- 3 Pour discerner ce que nous appelons la promesse de l'Afrique et éclairer l'engagement de figures africaines, il nous faut quitter l'approche la plus courante, où domine une perspective légaliste et économiste ayant comme objectif d'évaluer la cohérence des arguments militants, de la faisabilité des réparations et de leurs montants financiers. Il

s'agit plutôt, selon les termes de l'historien américain Robin Kelley, de choisir une approche d'abord « intéressée par la vision historique et l'imaginaire qui a animé le mouvement depuis l'esclavage » (Kelley 2007 : 206) et qui, au lieu de juger, compter et mesurer, tente de saisir ce mouvement dans son épaisseur sociale, à travers les personnes, les discours et les expériences. À rebours d'une posture qui considère la dimension africaine des réparations comme un « simple commentaire sur les relations Occident-Afrique » (Howard-Hassman 2004 : 94), je propose de l'envisager comme une des modalités de rencontre et de mise en relation entre Afrique et diasporas, un vaste champ historique dans lequel s'inscrit notamment le mouvement panafricain et ses nombreux acteurs dispersés dans le monde.

- 4 À la fin des années 1980, alors que le Libéria et la Sierra Leone s'enfoncent dans la guerre civile et que les programmes d'ajustement structurels assujettissent les économies africaines, la mobilisation panafricaine contre le régime de l'Apartheid voit finalement ses efforts récompensés par la libération de Nelson Mandela et la chute du régime (Boukari-Yabara 2014 : 251-272). Au même moment, le mouvement panafricain se voit aussi travaillé et reconfiguré par l'émergence d'un mouvement global pour les réparations (Adi 2018 : 217-220). Il s'agit ici de contextualiser la dimension africaine de ce mouvement global pour les réparations dans les dynamiques contemporaines du panafricanisme, et de l'extraire de son isolement conceptuel et social. Ainsi, pour aller au-delà des quelques lignes qui servent le plus souvent à couvrir l'engagement africain pour les réparations du début des années 1990, nous proposons de changer la focale et de saisir les enjeux politiques, idéologiques et pratiques qui sont mobilisés. En portant toute notre attention sur les détails de l'engagement panafricaniste de Chief M. K. O. Abiola pour les réparations, sur ses discours et ses initiatives opérationnelles (les conférences de Lagos en 1990 et d'Abuja en 1993), et sans jamais perdre de vue les contours du mouvement panafricain, il est possible de discerner la promesse qu'il a contribué à formuler : pour la première fois, un représentant au plus haut niveau d'un État africain, candidat à l'élection présidentielle dans son pays, a mis tout son poids intellectuel, politique et financier dans une cause partagée avec les représentants des diasporas africaines et du mouvement panafricain<sup>3</sup>.

## L'engagement panafricaniste de Chief M. K. O. Abiola

- 5 Si à la fin des années 1980, Moshood Kashimawo Olawale Abiola<sup>4</sup> apparaît comme la figure centrale d'un discours africain et panafricaniste sur les réparations dues au titre de l'esclavage et du colonialisme, ce Nigérian est d'abord un entrepreneur prospère, un de ces fameux *big men*<sup>5</sup> qui ont marqué l'histoire politique et économique du Nigéria. Le récit qu'Abiola fait de son itinéraire contient tous les éléments propices à placer son destin sous le signe de la grâce et de la prospérité<sup>6</sup>. Après une enfance marquée par la banqueroute de son père commerçant et par ses premières initiatives entrepreneuriales (vente de bois de chauffe, groupe musical) qui lui permettent de financer sa scolarité, Abiola parfait ses études de comptabilité en Écosse. Employé par plusieurs entreprises étrangères au Nigéria, il négocie avec succès des règlements et contrats avec l'armée alors au pouvoir. Abiola s'enrichit, investit, et fonde une entreprise en communications qui décroche rapidement de juteux marchés. À partir de là, la trajectoire entrepreneuriale de Abiola progresse de manière exponentielle : il investit dans le transport maritime, achète une compagnie aérienne, lance un groupe

de presse avec des titres couvrant les affaires panafricaines (comme African Concord), des boulangeries industrielles, et soutient financièrement une multitude d'initiatives locales, familiales, religieuses, sportives, etc. (Smith 1998). Avec de nombreuses épouses et concubines, ainsi qu'une ribambelle de titres honorifiques, Abiola inscrit sa sphère d'influence dans une structure pyramidale de patronage, où les liens verticaux entre les *big men* et les demandeurs (d'informations, de travail, de fonds, etc.) constituent le cœur de la pratique politique (Cooper 2002 : 173).

- 6 L'engagement politique d'Abiola, dans un environnement largement dominé par les militaires, les coups d'État récurrents et les revenus du pétrole, porte une dynamique nationale ainsi qu'une dimension panafricaine. Panafricanisme et capitalisme pourraient sembler antinomiques, tant l'étude de l'intersection entre panafricanisme et socialisme prédomine dans les travaux historiographiques et sociologiques (Adi 2013). Quelques travaux ont pourtant contribué à esquisser les contours d'un panafricanisme économique qui liait dès la fin du XIX<sup>e</sup> siècle des entrepreneurs africains-américains et ouest-africains dans le développement d'institutions, de services et de marchés (Duffield 1969). Ce panafricanisme économique pourrait être caractérisé par l'idée que les initiatives entrepreneuriales, les affaires et le succès commercial représentent le levier le plus efficace pour assurer aux Noirs l'indépendance économique et le respect international partout dans le monde. Ainsi, aux Amériques, la Universal Negro Improvement Association (UNIA) de Marcus Garvey (1887-1940) pratiquait une « forme modifiée de capitalisme » en s'appuyant sur des réseaux commerciaux de vente au détail, des coopératives et des initiatives entrepreneuriales (Robinson 1983 : 214). En Afrique, le Soudano-Égyptien Dusé Mohammed Ali (1866-1945) ou le Nigérian Herbert Macaulay (1864-1946) étaient des modèles d'entrepreneurs et de nationalistes que Chief Abiola admirait et auxquels il s'identifiait<sup>7</sup>.
- 7 Les prises de position publiques de Chief Abiola en faveur des réparations au titre de l'esclavage et du colonialisme représentent un aspect peu connu de sa trajectoire (Soyinka 1999 : 44). Pour éclairer le sens que l'entrepreneur nigérian donne à la cause des réparations, une série de cinq conférences prononcées aux États-Unis entre 1987 et 1991 est ici mobilisée<sup>8</sup>. Deux conférences sont prononcées dans un cadre universitaire (Howard University, 1987 et Ohio State University, 1988), deux autres à l'invitation de grandes organisations non-gouvernementales africaines-américaines (Africare, 1990 et 100 Black Men, 1990), et une dernière lors d'un atelier sur les « réparations en faveur des Africains-Américains » tenu à Washington en 1990 sous les auspices de John Conyers. Ce dernier, représentant démocrate du Michigan au Congrès, est l'un des fondateurs du Black Caucus, le groupe des élus noirs au Congrès, qui avait déposé pour la première fois, l'année précédente, un projet de loi relatif aux réparations, connu sous le nom de « HR 40 » (Martin & Yaquinto 2007 : 12). Les enjeux du dialogue avec les Africains-Américains sont clairs : tout en mobilisant les termes, les figures et les sites caractéristiques du panafricanisme, Abiola veut encourager les représentants et les lobbies africains-américains à défendre les intérêts économiques des pays africains dans le cadre de la politique africaine des États-Unis<sup>9</sup>. Abiola considère le Black Caucus comme un levier politique crucial, et il dit d'ailleurs des vingt-quatre Africains-Américains qui siègent au Congrès : « Ce sont les nôtres<sup>10</sup> ». Il prononce un hommage appuyé à Mickey Leland, élu démocrate du Texas, ancien président du Black Caucus (1985-1987), qui vient de mourir dans un accident d'avion en Éthiopie. Abiola exprime également sa reconnaissance envers les grandes organisations africaines-américaines

comme Africare, 100 Black Men, Transafrica et African Development Foundation, qui sont engagées dans la défense des intérêts de l'Afrique.

- 8 Surtout, l'homme d'affaires mobilise l'histoire pour justifier de la profondeur du lien panafricain : il soutient que l'activité missionnaire des Églises africaines-américaines a « maintenu pendant longtemps des liens très étroits entre nos peuples du continent et ceux de l'étranger », et il mentionne des intellectuels comme Paul Cuffe, Martin Delany, E. W. Blyden, Marcus Garvey, W. E. B. Du Bois et George Padmore<sup>11</sup>. Il défend l'idée d'un « héritage commun de l'esclavage, du colonialisme et de la discrimination » et en appelle au « sang commun », moteur d'une « force africaine<sup>12</sup> », qui permettrait de restructurer et réorganiser la sphère politique et économique de l'Afrique. La clé de voûte de son raisonnement tient dans l'articulation entre deux phénomènes historiques de grande ampleur : l'esclavage d'une part, et le colonialisme d'autre part. Plus précisément, il pose une relation de causalité entre eux :

La situation du continent noir est la conséquence de la tragédie vécue par les Afro-américains. Alors que ces derniers ont été privés du fruit de leur travail, empêchant ainsi la croissance de communautés viables pouvant assurer leur propre succession, en Afrique, des communautés entières se sont désintégrées parce que privées de leurs bras les plus productifs<sup>13</sup>.

- 9 Ainsi, l'esclavage aurait comme conséquences le sous-développement de l'Afrique et la dette coloniale et néocoloniale qui entrave les économies africaines. Cette posture fait directement écho à celle de Walter Rodney (1942-1980), intellectuel et activiste révolutionnaire de Guyana qui a vécu en Jamaïque et en Tanzanie. Pourtant, à l'inverse de Rodney, Abiola ne semble aucunement pencher vers le socialisme. Tout en faisant référence à l'injonction de Kwame Nkrumah (1909-1972) qui encourageait les nationalistes africains à s'emparer d'abord de l'autonomie politique, Abiola souligne combien « l'autodétermination économique » constitue l'indépendance véritable<sup>14</sup>. Il plaide pour une « révolution économique<sup>15</sup> » nourrie par des investissements massifs dans les infrastructures, l'industrie, l'énergie, les télécommunications, l'éducation, la santé, la technologie agricole et le soutien à la démocratie politique. Ce sont ces investissements qui sont qualifiés de réparations par l'entrepreneur nigérian. Quand celui-ci « exige » que réparation soit faite, il ne désigne pas de responsable précis, mais il s'adresse à l'élite africaine-américaine, « qui gère des fonds très importants, parfois des milliards de dollars<sup>16</sup> ». Le ressort moral qu'il mobilise n'est pas celui de la culpabilité mais celui de la solidarité.
- 10 Au fondement de cette solidarité, Abiola place l'identification des « frères et sœurs » américains à « l'Afrique-mère », une identification qu'il souhaite « totale<sup>17</sup> ». Il compare cet élan à celui qui lie les Juifs américains à l'État d'Israël. Il souligne combien, à leur tour, les Africains-Américains peuvent contribuer à une « union des Républiques ou États d'Afrique » dans laquelle « toute personne d'origine africaine aurait droit de cité<sup>18</sup> ». Trope récurrent des débats panafricains, l'idée d'une union politique continentale a tout pour plaire à l'audience africaine-américaine d'Abiola, tout comme sa référence à la figure biblique de Joseph<sup>19</sup>. Vendu en esclavage par ses frères, Joseph, qui représente donc les Africains-Américains, une fois devenu puissant, sauve néanmoins les siens, donc les Africains, de la pauvreté et de l'injustice. Abiola sait qu'il touche là à un imaginaire africain-américain plus ancien, aux contours bibliques et aux ramifications émotionnelles qui a contribué à structurer les discours et la pratique politique aux Amériques (Raboteau 2013). Il va même un pas plus loin, en assurant que « l'heure a sonné » et que malgré les obstacles, l'objectif à atteindre est bien « la terre

promise<sup>20</sup> ». Ces références sont efficaces et démontrent la finesse politique de l'homme d'affaires qui cherche à réactualiser ces imaginaires pour encourager l'intérêt et l'engagement des Africains-Américains en Afrique. Chief Abiola, cet entrepreneur si riche, si proche des cercles de pouvoir nationaux et internationaux, si familier des États-Unis et des imaginaires politiques africains-américains, prend position publiquement en faveur des réparations et promet plus qu'un continent aux Africains-Américains : une Terre mère, une Terre sainte. Il cherche à devenir ce qu'il appelait de ses vœux : « un stratège capable de transformer le panafricanisme, simple idéal révolutionnaire, en une force expressive et positive, apte à galvaniser tous les peuples noirs ainsi que les personnes d'origine africaine<sup>21</sup> ». Pour cela, il organise et finance la première rencontre internationale entièrement dédiée aux réparations au titre de l'esclavage et du colonialisme, à Lagos, au Nigéria, fin 1990.

## Un moment fondateur : la conférence de Lagos, 1990

- 11 Intitulée « Conférence mondiale sur les réparations pour l'Afrique et les Africains de la diaspora », cette rencontre organisée et financée par Chief Abiola se tient les 13 et 14 décembre 1990 à Lagos, au Nigéria, et représente un moment-clé dans le développement d'une mobilisation internationale en faveur des réparations. Les sources ne mentionnent pas combien de personnes étaient présentes dans la salle ; en revanche, les invités nommés au programme illustrent les forces en présence, les compromis politiques et les enjeux idéologiques de cette rencontre<sup>22</sup>.
- 12 Le Général-Président en exercice, Ibrahim Badamasi Babangida, représenté par le vice-président du Nigéria Augustus Aikhomu, a lancé les travaux de cette conférence en lui apportant tout son soutien. Blessé lors de la guerre du Biafra (1967-1970), spécialiste en coups d'État et cheville ouvrière du basculement d'un État prébendier à une économie de prédation (Lewis 1996), Babangida peut ici formuler des espoirs humanistes : existence d'une grande famille humaine, interdépendance des peuples, pour un monde « racialement inclusif<sup>23</sup> ». Placée sous l'égide du chef de l'État, cette conférence gagne en légitimité institutionnelle, ce qui est un des objectifs de Chief Abiola, explicités dans son allocution d'ouverture : « placer la question critique des réparations pour l'Afrique et les Africains de la diaspora comme prioritaire dans l'agenda du dialogue international pour une action globale<sup>24</sup> ». Pour justifier de ce qui pourrait être considéré à juste titre comme une démarche idéaliste, il évoque d'une traite Moïse, Mahatma Gandhi, Martin Luther King et Nelson Mandela, d'autres « rêveurs » d'abord accusés d'être des fauteurs de trouble. Une seule femme est présente, Hamidat Doyinsola Abiola, épouse de Chief Abiola depuis 1981, une femme brillante, directrice exécutive de Concord Press, le groupe de presse d'Abiola qui fête ses dix ans d'existence, et première rédactrice en chef d'un quotidien au Nigéria. Pourtant, elle n'est pas là pour s'exprimer au sujet des réparations mais pour un remerciement protocolaire. C'est que, dans l'ensemble, ce sont des hommes qui sont en première ligne pour défendre ce projet, reflétant ainsi la « spécificité » nigériane d'un discours politique « androcentré » dont les femmes sont totalement absentes (Panata 2020 : 11). Ils n'hésitent pas d'ailleurs à prendre des accents masculinistes et à mentionner uniquement les « fils de l'Afrique » ou les « jeunes et virils Africains<sup>25</sup> » extraits du continent pendant l'esclavage ; ils reproduisent une imagerie genrée de l'Afrique,

pénétrée et conquise par les négriers et les colons. Les femmes ne font pas partie de l'histoire violente qui est évoquée, et leur engagement ne semble jamais mentionné<sup>26</sup>.

- 13 Deux personnalités politiques sont présentes : Akinola Aguda, éminent juriste reconnu pour son engagement contre la corruption et pour la protection des droits humains, qui participe à une table ronde ; et Ibrahim Gambari, un représentant de l'élite politique nigériane, haut diplomate devenu ambassadeur auprès de l'Organisation des Nations unies en 1990. Les deux derniers invités nigériens au programme sont des intellectuels qui présentent un plaidoyer en faveur des réparations. Chinweizu Ibekwe est un journaliste, auteur et poète qui a étudié et vécu aux États-Unis ; son intervention déroule les précédents (Israël, Koweït, Corée), les spécificités de l'Afrique (occupation des terres, esclavage, appropriation des ressources, guerres, etc.), et il pointe la coresponsabilité des « Arabes » dans ce processus historique. Par là, il donne voix à une question qui a divisé le mouvement panafricain depuis le congrès de Manchester en 1945 : les Arabes sont-ils des Africains ? Les pays du Maghreb, ainsi que la Mauritanie, la Libye, l'Égypte et le Soudan peuvent-ils être considérés comme des pays africains ? Pour sa part, Chinweizu indique clairement qu'ils forment une « cinquième colonne » à rejeter, tout autant que l'Organisation de l'unité africaine (OUA), qualifiée d'institution « europhile et arabophile<sup>27</sup> ». Il souligne aussi que les réparations pourraient servir d'annulation de la dette des pays africains, mais il tient à distinguer réparation et aide internationale. Quant à J. F. Ade Ajayi, c'est un historien reconnu, pilier de l'École d'Ibadan, auteur de nombreux ouvrages et mentor de plusieurs générations de chercheurs nigériens (Adeboye 2015). Sa présentation est assez courte et générale : les réparations seraient le moyen de briser le cercle vicieux qui maintient l'Afrique exploitée et sous-développée ; il distingue les programmes d'ajustement structurels qui appauvriraient l'Afrique et les réparations qui pourraient être investies dans les infrastructures du continent<sup>28</sup>.
- 14 Ancrée au Nigéria, avec une représentation politique importante et une poignée de discours et de textes militants, cette rencontre met aussi en scène une géographie panafricaine bien plus large, qui contribue à lui donner une dimension ambitieuse et globale. Pour représenter la diaspora, quatre personnes sont venues des États-Unis, du Royaume-Uni, de Trinidad & Tobago et de la Jamaïque : le représentant démocrate du Texas auprès du Congrès, Craig Washington, qui a été élu pour terminer le mandat de Mickey Leland à la suite de sa disparition brutale ; Bernie Grant, originaire de Guyana, qui est depuis 1987 l'un des quatre élus noirs au parlement britannique, pour Tottenham ; l'ambassadeur de Trinidad au Nigéria, l'intellectuel Randolph Peters, dont le gouvernement vient d'essayer un coup d'État par un groupe islamiste ; et enfin, l'ambassadeur de la Jamaïque au Nigéria, l'avocat Dudley Thompson (1917-2012), qui est aussi un vétéran des affaires panafricaines. En effet, Dudley Thompson, avocat de métier, sur les encouragements du panafricaniste trinidadien George Padmore, était parti travailler et vivre au Tanganyika et au Kenya au début des années 1950. Co-auteur de la constitution de la Tanganyika African National Union (TANU), le parti de Julius Nyerere qui a porté la Tanzanie jusqu'à l'indépendance (1961), il a aussi défendu Jomo Kenyatta à partir de 1952 dans le long procès qui l'a opposé aux Britanniques, avant d'obtenir l'indépendance du Kenya en 1963<sup>29</sup>. En 1990, le gouvernement jamaïcain qu'il représente vient de basculer à nouveau entre les mains de Michael Manley et de la gauche. Ce sont donc quatre personnalités-clés, élues ou représentantes d'un gouvernement, qui peuvent se targuer, notamment pour Bernie Grant et surtout pour Dudley Thompson, d'un engagement panafricaniste reconnu. Un cinquième invité

complète cette géographie panafricaniste, un activiste politique engagé dans plusieurs mouvements de libération ainsi que dans la révolution de Zanzibar en 1964, Abdulrahman Mohammed Babu (1924-1996). Au début des années 1990, Babu est une des grandes figures africaines d'un panafricanisme politique et il est engagé dans la mise en place du septième congrès panafricain qui se tiendra à Kampala en 1994 (Campbell 1996).

- 15 Il est intéressant de souligner que, dans le livret rassemblant les textes présentés à la conférence, deux interventions n'apparaissent pas au programme, mais semblent avoir été présentées oralement. Elles sont très mesurées par rapport à celles de Chinweizu et d'Ade Ajayi, à l'image des résolutions de la conférence. L'économiste S. E. N. Okoh, qui a étudié aux États-Unis et mené une carrière académique au Nigéria, avance l'idée qu'au lieu d'encourager la « race noire » à demander des réparations, ce qu'il considère comme une « tâche impossible », les pays africains devraient utiliser les réparations pour annuler la dette<sup>30</sup>. En renversant les rapports de causalité, il insiste : c'est parce que les pays industrialisés ne soulagent pas le fardeau de la dette que les intellectuels africains-américains et leurs « frères africains » demandent des réparations. Le texte de Richard Franklin, des États-Unis, surprend par son ton très sobre et détaché, et par son approche très conservatrice. Sans jamais mentionner l'esclavage, il qualifie les réparations de « question technique » à aborder avec le moins d'émotion possible ; il préconise d'ailleurs qu'un autre nom soit trouvé pour définir ces « investissements ». Pourtant, il souligne que pour les Africains-Américains, la cause des réparations semble légitime, à condition que leur « comportement dysfonctionnel » soit corrigé<sup>31</sup>. Il recommande qu'un groupe d'économistes soit mandaté pour réfléchir à cette question. Ces deux interventions illustrent l'instrumentalisation du discours sur les réparations pour répondre à l'urgence ressentie de l'annulation de la dette des pays africains, et elles laissent aussi apercevoir un décalage entre les préoccupations africaines-américaines d'une part, et africaines d'autre part. Ce décalage est un élément structurant du mouvement panafricain, d'autant plus sensible depuis l'accès à l'indépendance des pays africains.
- 16 Le rapport<sup>32</sup> de la conférence de Lagos nomme un Comité international pour les réparations (International Committee on Reparations, ICR) composé des participants, et recommande le développement d'un mouvement de masse grâce à l'insertion de la question des réparations dans les manuels scolaires, la production de recherches et de documents multimédias sur le sujet, et la mobilisation d'organisations non-gouvernementales. La résolution finale de la conférence vise à interpeller l'OUA afin d'obtenir son soutien avant d'amener les revendications jusqu'aux Nations unies. Avec cette rencontre, Chief Abiola devient un acteur majeur de l'institutionnalisation de la question des réparations. En mobilisant des représentants du pays, du continent et de la diaspora, ainsi que des opinions diverses, conservatives, mesurées et radicales, la conférence de Lagos formule une promesse : alors que le régime de l'Apartheid est finalement en train de vaciller, l'Afrique s'engage politiquement au côté de ses diasporas dans la lutte pour les réparations.

## La promesse de l'Afrique

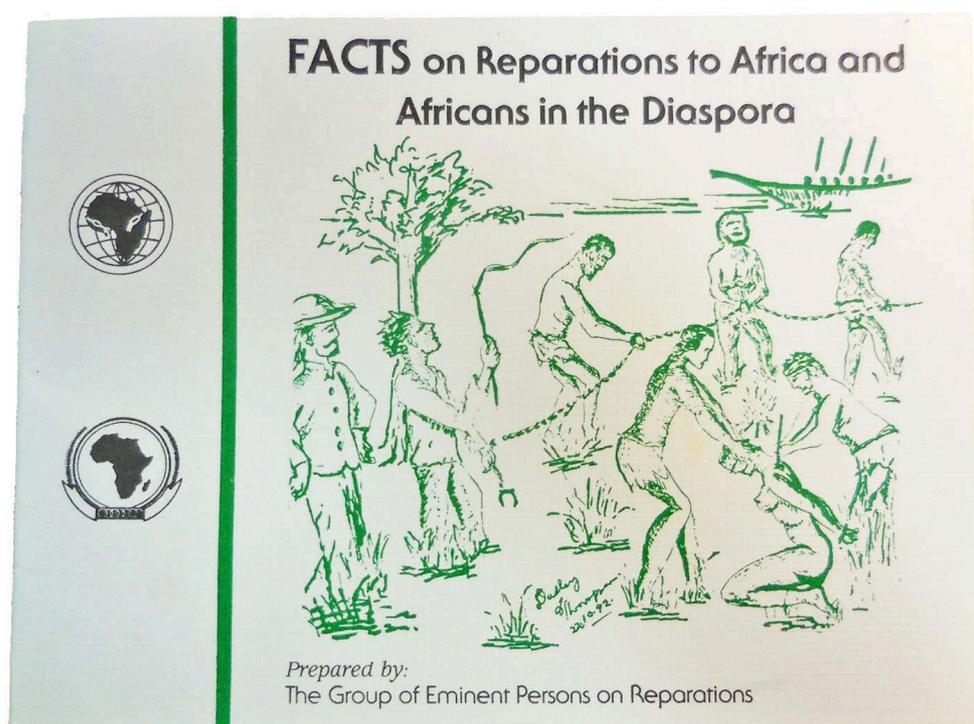
- 17 Trois aspects illustrant la dynamique de cette promesse peuvent être soulignés : le développement de commissions pour les réparations dans plusieurs pays ; la mise en

place par l'OUA du Groupe des éminentes personnalités (GEP) pour les réparations ; et l'organisation de la première conférence panafricaine sur les réparations qui se tiendra à Abuja en 1993. Les sources disponibles laissent apparaître un sentiment d'urgence pour cette cause à défendre dans des pays et espaces différents, autant qu'auprès des institutions africaines et internationales. Le contexte semble porteur : une vague internationale en faveur des réparations prend forme, notamment au Brésil et en Amérique latine (Araujo 2017 : 154-158) ; et au Nigéria, le Général-Président Babangida, qui a soutenu l'initiative de Chief Abiola, doit prendre la présidence tournante de l'OUA en juin 1991 pour une année. C'est là l'assurance d'un soutien au plus haut niveau diplomatique. En Afrique de l'Ouest, d'autres pays comme le Bénin cherchent des soutiens internationaux pour préparer le festival « Ouidah 92 », une étape-clé vers le lancement en 1994 du programme de l'Unesco « La Route de l'esclave » (Ciarcia 2008).

- 18 Dans le sillage de la conférence de Lagos de 1990, des commissions sont mises en place dans plusieurs pays, comme au Royaume-Uni où dès son retour, le parlementaire Bernie Grant fonde l'African Reparation Movement (ARM). Ayant pour objectif de diffuser de l'information autour des réparations, de rassembler la société civile mobilisée autour de programmes culturels et militants, d'impulser un dialogue politique entre administration britannique et ambassades, l'ARM devient au début des années 1990 un site central de la mobilisation pour les réparations. Celles-ci sont entendues dans un sens large, qui inclut aussi la restitution des œuvres et objets d'arts extraits du continent africain pendant la colonisation. Cette mobilisation est illustrée par la correspondance de Bernie Grant avec les institutions britanniques (musées, gouvernement, Chambre des communes), avec les ambassades et représentations des pays africains au Royaume-Uni, ainsi qu'avec des organisations rastafari, qui sont installées au Royaume-Uni et parfois actives depuis plusieurs décennies. En effet, les Rastafaris, représentants d'une formation panafricaine datant des années 1930, étaient précurseurs de la mobilisation culturelle et politique en faveur des réparations au titre de l'esclavage. En Jamaïque, le premier comité pour les réparations est formellement installé en 1991. Il est porté par George Nelson, un Rastafari aussi connu sous le nom de Big George ou de Ras Makonnen (en référence au héros de la bataille d'Adwa, également père de l'empereur éthiopien Haïlé Sélassié I<sup>er</sup>). La mort prématurée de George Nelson en 1994 contribue à ralentir l'institutionnalisation de la cause des réparations en Jamaïque<sup>33</sup>. Une autre figure est invitée à contribuer à cette mobilisation : l'avocat Anthony Gifford, un rejeton de la petite noblesse anglaise. La trajectoire de celui-ci se radicalise rapidement quand il se lance dans le soutien à la lutte pour la liberté des colonies portugaises, la mobilisation antiraciste en Angleterre, et qu'il s'engage dans les procès suivant l'écrasement sanglant de la révolution portée par Maurice Bishop à la Grenade en 1983. Il connaît bien Bernie Grant, et il est installé en Jamaïque depuis quelques années lorsque Dudley Thompson l'invite à donner forme à une base légale destinée à porter l'affaire des réparations<sup>34</sup>.
- 19 On ne peut sous-estimer le rôle pivot de Dudley Thompson dans cette dynamique. À la fois ambassadeur de la Jamaïque au Nigéria et rapporteur du nouveau Groupe des éminentes personnalités (GEP), Thompson, fort de son expérience dans les institutions internationales et dans le mouvement panafricain, est une cheville ouvrière de cette mobilisation. Le GEP, établi par l'OUA dans la foulée des résolutions 1339 (juin 1991) et 1373 (février 1992) relatives aux réparations, est constitué de onze personnalités, avec comme objectif de préparer, d'informer et de défendre cette cause. Parmi les critères

de sélection, « l'engagement panafricaniste » de ces personnalités qui sont « appelées à conduire une vraie croisade », selon les termes du secrétaire général de l'OUA<sup>35</sup>. Placé sous l'égide d'Aristides Pereira, premier président du Cap-Vert indépendant qui vient de quitter son office, le GEP, présidé par Chief Abiola, rassemble des personnalités de premier plan comme l'artiste Miriam Makeba (Afrique du Sud), Graça Machel (Mozambique), l'ambassadeur A. Quaison-Sackey (Ghana), ainsi que les professeurs J. F. Ade Ajayi (Nigéria), Ali Mazrui (Kenya) et Samir Amin (Égypte). Il compte deux francophones : D<sup>r</sup> Ahmadou Mahtar M'Bow, vice-président du GEP, ancien ministre au Sénégal, et ancien directeur général de l'Unesco (1974-1987) qui avait inscrit l'île de Gorée au patrimoine mondial (Mourre 2020 : 84), et le professeur Joseph Ki-Zerbo, historien, penseur et homme politique burkinabé qui retourne au pays en 1992 après plusieurs années d'exil. Le GEP représente une étape importante dans l'institutionnalisation de la demande de réparations pour l'esclavage et le colonialisme, et dans la représentation politique de cette démarche. Le petit livret de quinze pages qu'il publie et envoie à de nombreux correspondants, encouragés à le copier et à le distribuer largement, illustre l'effort fourni pour rendre accessible et intelligible la démarche<sup>36</sup>. En couverture, un dessin de Dudley Thompson met en scène des hommes et des femmes enchaînés et marqués au fer rouge, avec deux contremaîtres, un fouet et, au loin, un bateau. Cette représentation de l'esclavage, populaire dans les Caraïbes, est rappelée dans le double logo du GEP : celui de l'OUA accompagné d'une représentation du continent entouré de chaînes brisées. Une des tâches du GEP, en plus de la diffusion d'informations et de la liaison avec de multiples instances nationales, est l'organisation d'une conférence panafricaine de haut niveau, dans l'objectif de placer formellement les réparations dans l'agenda diplomatique international.

Fig. 1. Couverture du livret publié par le Groupe de personnalités éminentes (OUA), *Facts on Reparations to Africa and Africans in the Diaspora*, dans BG ARM 5/2/1.



Reproduite avec l'aimable autorisation de Bernie Grant Archive, Bishopsgate Institute.

- 20 D'abord prévue en décembre 1992, la première conférence panafricaine sur les réparations se tient finalement à Abuja, au Nigéria, du 27 au 29 avril 1993, sous le patronage du Nigéria et de l'OUA – et fort probablement avec le soutien financier de Chief Abiola. Trente pays africains sont représentés au plus haut niveau par leurs ambassadeurs ou leurs ministres, ainsi que l'OUA. Cuba est représentée par une délégation de six personnes emmenées par le vice-président de la République, Esteban Lazo. Le Brésil, les États-Unis et la Jamaïque ont envoyé des délégations composées d'intellectuels et d'activistes. De nombreuses personnalités venues du continent et de la diaspora et issues d'universités, de centres de recherche, de syndicats et d'institutions culturelles sont également présentes<sup>37</sup>. Les invitations avaient été envoyées avec largesse à tous les États de la Caraïbe, ainsi qu'à une multitude d'acteurs intellectuels et culturels, notamment aux États-Unis<sup>38</sup>. Alternant séances plénières et réunions des groupes de travail (affaires étrangères et diplomatiques ; recherche et documentation ; éducation ; communication), le programme ne compte, encore une fois, aucune femme. C'est uniquement dans le rapport des discussions faisant suite aux présentations des plénières que l'une ou l'autre apparaît. L'impression d'ensemble qui ressort des sources ayant trait à la rencontre d'Abuja reflète un large consensus autour de la nécessité de mettre en place des réparations pour les dommages infligés à l'Afrique et à sa diaspora par l'esclavage, la colonisation et le néocolonialisme. Tout en rappelant qu'admettre une culpabilité représente une étape nécessaire, la déclaration d'Abuja souligne que l'essentiel est que les nations dont l'évolution économique a un jour dépendu des bénéfices liés à la traite ou à la colonisation reconnaissent leur responsabilité. L'ambition humaniste de la conférence apparaît dans l'appel lancé aux nations européennes et américaines à se mobiliser pour permettre réconciliation et coopération, par le biais de transferts de capitaux et d'annulation de la dette. Un appel est aussi lancé à l'OUA afin qu'un statut d'observateur soit proposé aux organisations issues des diasporas africaines, et aux nations africaines pour qu'elles facilitent leur « droit au retour » – une revendication ancienne qui traverse les Amériques (Bonacci 2010 : 31-68). Pour la première fois, les gouvernements africains représentés par l'OUA s'emparent publiquement de revendications longtemps portées par les organisations représentatives des diasporas africaines. En posant le cadre qui permet de penser une « Afrique globale » unie par des séquelles historiques liées à l'esclavage et au colonialisme qui auraient un impact sur « les vies abîmées des Africains de Harlem à Harare et sur les économies lésées du Monde noir, de la Guinée à la Guyane et de la Somalie au Suriname<sup>39</sup> », la conférence d'Abuja présente un front international uni et mobilisé.
- 21 Mais une autre ambition se profile aussi, très politique : l'obtention d'un siège permanent pour l'Afrique au Conseil de sécurité des Nations unies, l'ultime instance exécutive s'attribuant la responsabilité de la paix et de la sécurité internationales. Cette requête est entendue comme l'un des moyens pouvant permettre la restructuration plus juste et équilibrée du système politique international. Chief Abiola, après avoir été congratulé et remercié par chaque intervenant pour son rôle crucial dans la montée en puissance de la question des réparations et dans l'organisation de cette rencontre, ne cache pas son ambition de présenter l'affaire des réparations devant les Nations unies s'il était élu président du Nigéria aux élections prévues deux mois plus tard, le 12 juin 1993<sup>40</sup>. La promesse de l'Afrique – s'engager politiquement au côté de ses diasporas pour la reconnaissance, la justice et les réparations –, n'a probablement jamais semblé

aussi proche, aussi tangible, aussi possible qu'au sortir de la conférence d'Abuja. Mais le désastre des élections nigérianes met un coup d'arrêt brutal à cette dynamique, ainsi qu'aux aspirations démocratiques des Nigériens. Les élections du 12 juin 1993 sont parfois qualifiées des plus justes et transparentes que le Nigéria ait connues<sup>41</sup>. Le scrutin voit la victoire de Chief Abiola avec 58,36 % des votes, contre 41,64 % pour son opposant politique Bashir Tofa ; mais il est annulé le 23 juin 1993 par le Général-Président Babangida. Et le 17 novembre 1993, le coup d'État de son ministre de la défense, le général Sani Abacha, instaure l'état d'urgence, mettant ainsi fin à toute tentative de transition démocratique et ouvrant une période de répression sanglante qui ne s'achèvera qu'en 1999. Chief Abiola, qui revendique sa victoire, doit alors se cacher (on peut lire dans la correspondance de Dudley Thompson l'insécurité et l'inquiétude liées à cette situation)<sup>42</sup>. En juin 1994, Abiola est arrêté et emprisonné. La répression militaire contre les forces nigérianes prodémocratie allait durer, ainsi que la mobilisation africaine-américaine pour le rétablissement de la démocratie au Nigéria (Turner 2008 : 196-198). En 1995, le Nigéria est suspendu de l'organisation du Commonwealth, pour le réintégrer lors de la transition vers un gouvernement civil en 1999.

- 22 De nombreuses questions restent en suspens. Dans quelle mesure le réseau panafricain de Chief Abiola et son engagement dans la cause des réparations pouvaient-ils servir son dessein politique national ? Pensait-il vraiment que l'annulation de la dette des pays africains pouvait servir de réparation à l'esclavage et au colonialisme ? Est-ce que l'économie extravertie du secteur pétrolier pouvait être affectée par l'avancée de la cause des réparations ? Y avait-il un lien entre les réparations portées par Abiola et le désastre des élections de 1993 ? C'est la posture que certains défendent. En effet, de nombreux activistes suspectent que l'annulation de l'élection présidentielle au Nigéria, une décision extrême qui jetait l'opprobre sur le pays, était encouragée par le Royaume-Uni et les États-Unis, menacés par l'ampleur du mouvement pour les réparations<sup>43</sup>. Est-ce une perspective déformée par l'engagement ? Peut-être, car la question des réparations n'est jamais mentionnée dans les analyses conduites par les experts de la vie politique nigériane et semble occuper une place marginale, à l'aune des immenses défis politiques et économiques rencontrés par le peuple nigérian et ses représentants. Pourtant, ni l'accusation de non-respect des lois électorales, ni la question ethnique, ni le risque d'enquêtes anti-corruption portées par le nouveau président civil ne semblent offrir d'explication plausible au désastre électoral nigérian (Mahmud 1993). Et alors que le Nigéria s'enfonçait encore plus dans la violence politique, la cause des réparations perdait son leadership africain. La promesse de l'Afrique, à peine formulée, était déjà brisée.

## Conclusion

- 23 En 2001, les délégations caribéennes quittaient Durban en se sentant trahies, mais c'est plus tôt, dès 1993, que la promesse de l'Afrique était bafouée, quand la victoire électorale de Chief Abiola était annulée. En contextualisant son plaidoyer pour les réparations dans le cadre plus large du mouvement panafricain, il est possible de saisir la promesse qu'il a contribué à formuler : l'Afrique, à travers l'engagement panafricaniste de ses plus hauts représentants, était enfin prête à s'engager politiquement au côté de ses diasporas dans la lutte pour obtenir des réparations au

titre de l'esclavage et du colonialisme. Le monde panafricain était mobilisé, preuve en est la présence de ses délégués venus des États-Unis, du Royaume-Uni, des Caraïbes, de l'Amérique latine et de l'Afrique. Les militants panafricanistes avaient trouvé un interlocuteur capable d'exercer une pression sur les dynamiques politiques du continent, donnant ainsi un nouveau souffle aux relations souvent complexes et ambiguës entre Afrique et diasporas. Avec Chief Abiola, ils avaient imaginé que le Nigéria, le grand et puissant État du continent africain, allait s'engager dans une des causes structurantes du mouvement panafricain de la fin du xx<sup>e</sup> siècle. Mais l'homme d'affaires richissime, brillant, qui parlait la langue internationale de l'engagement panafricaniste, qui avait poussé, financé et organisé des étapes importantes dans le développement d'un discours global sur les réparations – Lagos, 1990 et Abuja, 1993 –, avait été écrasé par les forces politiques et armées de son pays. En 1996, sa seconde épouse, Alhaja Kudirat Abiola, devenue une figure de proue du mouvement prodémocratie, est assassinée en pleine rue. Le 7 juillet 1998, le jour où il doit sortir de prison, Chief Abiola décède dans des circonstances troubles. Il s'effondre durant la visite de deux émissaires états-uniens, T. R. Pickering et S. Rice (Apple Jr. 1998). Chief Abiola devient ainsi, finalement, un « martyr de la démocratie » (Smith 1998). Il est mémorialisé autour de cette qualité démocratique et le 12 juin, jour de l'élection présidentielle remportée en 1993, est, depuis 2018, le *Democracy Day*, un jour férié – quoique régulièrement contesté au Nigéria. En revanche, la dimension panafricaine du personnage, sa promotion d'une solidarité entre Africains du continent et des diasporas, ainsi que les termes de sa défense des réparations restent moins connues. Chief Abiola a certainement été l'artisan d'une promesse de nature politique et panafricaine, qui n'a pu être honorée jusqu'à présent et qui laisse les forces démocratiques nigérianes orphelines, tout comme la dimension africaine du mouvement global pour les réparations – même si celle-ci n'a depuis cessé de se réinventer.

---

## BIBLIOGRAPHIE

### Archives consultées

Bernie Grant, African Reparation Movement, Bishopgate Institute, Londres, Royaume-Uni.

Lord Anthony Gifford, collection personnelle, Kingston, Jamaïque.

### Sources imprimées

ABIOLA, M. K. O., 1992. *Les Réparations : les discours de M.K.O. Abiola*, Lomé, Abiola Bookshop Press Ltd.

ADE AJAYI, J. F. & Margaret O. VOGT (éd.), 1993. *Proceedings of The First Pan-African Conference on Reparations organized by The Organization of African Unity. Group of Eminent Persons on Reparations and The Government of the Federal Republic of Nigeria at Abuja, April 17-29*, RADO.

ADE AJAYI, J. F., 2004. « La Politique de Réparation dans le contexte de la mondialisation », *Cahier d'Études africaines*, 173-174, p. 41-63.

BECKLES, Hilary, 2013. *Britain's Black Debt, Reparations for Caribbean Slavery and Native Genocide*, Kingston, University of the West Indies Press.

GIFFORD, Anthony, 2007. *The Passionate Advocate*, Kingston, Arawak.

JOHNSON, Robert Jr. (éd.), 2010. *Fighting for Africa. The Pan-African Contributions of Ambassador Dudley J. Thompson and Bill Sutherland*, Lanham, University Press of America.

ORGANISATION DES NATIONS UNIES, 2001. *Rapport de la Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée*, Durban, 31 août-9 septembre.

## Références

ADEBOYE, Olufunke, 2015. « J. F. Ade Ajayi, 1929-2014 », *Africa*, 85, 4, p. 741-44.

ADI, Hakim, 2013. *Pan-Africanism and Communism. The Communist International, Africa and the Diaspora, 1919-1939*, Trenton, NJ, Africa World Press.

ADI, Hakim, 2018. *Pan-Africanism. A History*, Londres, Bloomsbury.

APPLE JR., R.W., 1998. « Jailed Nigerian Dies Amid Envoys' Visit », *The New York Times*, 8 juillet, A1.

ARAUJO, Ana Lucia, 2017. *Reparations for slavery and the slave trade. A transnational and comparative history*, Londres, Bloomsbury.

BIONDI, Martha, 2007. « The Rise of the Reparations Movement », dans, Michael T. Martin & Marilyn Yaquinto, *Redress for Historical Injustices in the United States. On Reparations for Slavery, Jim Crow and Their Legacies*, Durham, Duke University Press, p. 255-269.

BONACCI, Giulia, 2010. *Exodus! L'histoire du retour des Rastafariens en Éthiopie*, Paris, L'Harmattan.

BOUKARI-YABARA, Amzat, 2014. *Africa Unite! Une histoire du panafricanisme*, Paris, La Découverte.

CAMPBELL, Horace, 1996. « Abdulrahman Mohammed Babu 1924-96 – A Personal Memoir », *African Journal of Political Science*, 1, 2, p. 240-246.

CIARCA, Gaetano, 2008. « Restaurer le futur. Sur la Route de l'Esclave à Ouidah (Bénin) », *Cahier d'Études africaines*, 192, p. 687-706.

COOPER, Frederick, 2002. *Africa since 1940. The past of the present*, Cambridge, Cambridge University Press.

DAMPHA, Lang Fafa, 2015. *Reparation for Slavery and Colonialism: The Teachings of Durban*, Leipzig, Amazon Distribution.

DUFFIELD, Ian, 1969. « The Business activities of Duse Mohammed Ali: an example of the economic dimension of Pan-Africanism, 1912-1945 », *Journal of the Historical Society of Nigeria*, 4, 4, 571-600.

HOWARD-HASSMANN, Rhoda, 2004. « Reparations to Africa and the Group of Eminent Persons », *Cahier d'Études africaines*, 173-174, 81-97.

- HOWARD-HASSMANN, Rhoda & Anthony P. LOMBARDO, 2008. *Reparations to Africa*, Philadelphia, University of Pennsylvania Press.
- HYDEN, Göran, 2013 [2006]. « Big Man Rule », dans Göran Hyden, *African Politics in Comparative Perspective*, Cambridge, NY, Cambridge University Press, p. 97-116.
- JEWSIEWICKI, Bogumil, 2004. « Héritages et réparations en quête d'une justice pour le passé ou le présent », *Cahier d'Études africaines*, n°s 173-174, p. 7-24. Disponible en ligne : [journals.openedition.org/etudesafricaines/4514](http://journals.openedition.org/etudesafricaines/4514) [dernier accès, septembre 2021].
- KELLEY, Robin, 2001 [1997]. *Yo' Mama's Disfunktional! Fighting the Culture Wars in Urban America*, Boston, Beacon Press.
- KELLEY, Robin, 2007. « "A Day of Reckoning". Dreams of Reparations », dans Michael T. Martin & Marilyn Yaquinto, *Redress for Historical Injustices in the United States. On Reparations for Slavery, Jim Crow and Their Legacies*, Durham, Duke University Press, 203-221.
- LEWIS, Peter, 1996. « From Prebendalism to Predation: The Political Economy of Decline in Nigeria », *The Journal of Modern African Studies*, vol. 34, n° 1, p. 79-103.
- LIPPER, Joanna, 2013. *The Supreme Price*, film documentaire, US / Nigeria, 75 minutes.
- MAHMUD, Sakah, 1993. « The Failed Transition to Civilian Rule in Nigeria: Its Implications for Democracy and Human Rights », *Africa Today*, vol. 40, n° 4, p. 87-95.
- MARTIN, Michael T. & Marilyn YAQUINTO, 2007. « On Redress for Racial Justice », dans Michael T. Martin & Marilyn Yaquinto, *Redress for Historical Injustices in the United States. On Reparations for Slavery, Jim Crow and Their Legacies*, Durham, Duke University Press, p. 1-27.
- MERIWETHER, James E., 2002. *Proudly We Can Be Africans. Black Americans and Africa, 1935-1961*, Chapel Hill, The University of North Carolina Press.
- MOURRE, Martin, 2020. « Histoire et émotions. La mise en scène de la Maison des esclaves à Gorée au Sénégal », *Ethnologie française*, vol. 50, n° 1, p. 77-89.
- PANATA, Sara, 2020. *Le Nigéria en mouvement(s). La place des mouvements féminins et féministes dans les luttes socio-politiques nationales (1944-1994)*, thèse de doctorat, université Paris I Panthéon-Sorbonne, Paris.
- RABOTEAU, Emily, 2013. *Searching for Zion. The Quest for Home in the African Diaspora*, New York, Atlantic Monthly Press.
- ROBINSON, Cedric J., 1983. *Black Marxism. The Making of the Black Radical Tradition*, Chapel Hill, The University of North Carolina Press.
- SMITH, Stephen, 1998. « Le petit vendeur de bois devenu prince des affaires. Abiola s'était taillé une image de bienfaiteur », *Libération*, 9 juillet. Disponible en ligne : [www.liberation.fr/planete/1998/07/09/le-petit-vendeur-de-bois-devenu-prince-des-affaires-abiola-s-etait-taille-une-image-de-bienfaiteur\\_243442/](http://www.liberation.fr/planete/1998/07/09/le-petit-vendeur-de-bois-devenu-prince-des-affaires-abiola-s-etait-taille-une-image-de-bienfaiteur_243442/) [dernier accès, septembre 2021].
- SOYINKA, Wole, 1999. *The Burden of Memory. The Muse of Forgiveness*, Oxford / New York, Oxford University Press.
- TURNER, Walter, 2008. « The 1990s: Seeking New Directions », dans William Minter, Gail Hovey & Charles Cobb Jr., *No Easy Victories. African Liberation and American Activists over a Half Century, 1950-2000*, Trenton, NJ, Africa World Press, p. 187-200.

## NOTES

1. Voir Hilary Beckles, *Britain's Black Debt, Reparations for Caribbean Slavery and Native Genocide*, 2013, p.172. L'historien Sir Hilary Beckles était alors président de la délégation de la Barbade, ainsi que coordinateur et porte-parole du groupe des délégations caribéennes à la conférence de Durban.
2. La conférence des Nations unies à Durban a rassemblé 2 300 représentants venus de 163 pays, dont 16 chefs d'État, 58 ministres des affaires étrangères et 44 ministres. Près de 3 000 organisations non gouvernementales étaient représentées, ainsi que 1 100 médias. Des débats houleux sur la situation au Moyen-Orient, mais aussi le départ des États-Unis et d'Israël des négociations, ont contribué à fragiliser les équilibres en présence. Voir Organisation des Nations unies, *Rapport de la Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée*, 2001, en particulier p. 109-113 sur les réserves des délégations caribéennes.
3. Comme souvent dans les études ayant trait au panafricanisme, ce sont des sources dispersées qui viennent nourrir une réflexion sur ses enjeux contemporains. Par exemple, ici, ce sont des archives et des imprimés trouvés au Royaume-Uni, en Jamaïque et en France qui éclairent la trajectoire panafricaniste d'un Nigérian. Les archives du parlementaire britannique Bernie Grant (1944-2000), issu de Guyana, qui sont consacrées à l'African Reparation Movement, sont riches de références à Chief Abiola. Elles sont conservées au Bishopsgate Institute à Londres, sous la responsabilité de Stefan Dickers. À Kingston en Jamaïque, d'autres imprimés ont été généreusement mis à ma disposition par Lord Anthony Gifford, une des figures du mouvement pour les réparations, que je remercie. Je tiens également à remercier Eugénie Hameau (Bibliothèque universitaire Saint-Jean d'Angély) et Laurence Goury (Service information scientifique et technique, IRD) pour leur redoutable efficacité à localiser et obtenir imprimés et références. J'en profite aussi pour remercier Pauline Guedj, Amzat Boukari-Yabara, Vincent Hiribarren et Sara Panata, ainsi que les éditeurs et les experts anonymes de la revue pour leur lecture attentive et leurs conseils généreux.
4. Abiola est né de parents modestes qui auraient perdu vingt-deux enfants avant lui, d'où le nom Kashimawo qui voudrait dire en Yoruba : « Attendons de voir si celui-là aussi va mourir ». Voir « Profil » (Abiola, *Les Réparations : les discours de M.K.O. Abiola*, 1992).
5. Ces termes sont couramment utilisés par l'anthropologie politique pour étudier la personnalisation excessive de certains régimes (Hyden 2013). C'est leur usage vernaculaire qui est utilisé ici pour désigner les spectaculaires trajectoires entrepreneuriales qui ont marqué le Nigéria depuis son indépendance le 1<sup>er</sup> octobre 1960.
6. « Mon itinéraire » (Abiola, *Les Réparations...*, *op. cit.*, 1992, p. 1-27).
7. « Hommage à un précurseur » (Abiola, *Les Réparations...*, *op. cit.*, 1992, p. 327-333).
8. « Le programme panafricain », 1988 (Abiola, *Les Réparations...*, *op. cit.*, 1992, p. 192-199) ; « L'avenir de l'Afrique », 1987 (p. 200-212) ; « L'Afrique aux Africains », 1990 (p. 213-226) ; « Appel aux Africains de la diaspora », 1990 (p. 235-239) ; « Les réparations », 1990 (p. 240-248). Cette dernière est aussi en anglais dans les archives de Bernie Grant, African Reparation Movement 5/1/1 [par la suite BG ARM].

9. La posture ambiguë des Africains-Américains, à la fois au cœur et à la marge des États-Unis, transparait aussi à travers l'histoire complexe de leur rôle dans la représentation diplomatique américaine en Afrique et dans l'orientation de la politique africaine des États-Unis. Dès les années 1950, ils considéraient celle-ci comme « leur préoccupation particulière » (Meriwether 2002 : 151).

10. « L'Afrique aux Africains », 1990 (Abiola, *Les Réparations...*, op. cit., 1992, p. 223).

11. « L'Afrique aux Africains », 1990 (Abiola, *Les Réparations...*, op. cit., 1992, p. 225).

12. « L'Afrique aux Africains », 1990 (Abiola, *Les Réparations...*, op. cit., 1992, p. 211).

13. « Les réparations », 1990 (Abiola, *Les Réparations...*, op. cit., 1992, p. 245).

14. « L'Afrique aux Africains », 1990 (Abiola, *Les Réparations...*, op. cit., 1992, p. 217).

15. « Les réparations », 1990 (Abiola, *Les Réparations...*, op. cit., 1992, p. 247).

16. « Appel aux Africains de la diaspora », 1990 (Abiola, *Les Réparations...*, op. cit., 1992, p. 235).

17. « Appel aux Africains de la diaspora », 1990 (Abiola, *Les Réparations...*, op. cit., 1992, p. 236).

18. « L'avenir de l'Afrique », 1987 (Abiola, *Les Réparations...*, op. cit., 1992, p. 209).

19. « Le programme panafricain », 1988 (Abiola, *Les Réparations...*, op. cit., 1992, p. 199). En 2007, à l'occasion du cinquantenaire de son indépendance, le Ghana lance le « Joseph Project » dont l'objectif est d'inciter les diasporas africaines à célébrer leur appartenance au pays, et au-delà, au continent, à y venir et à le visiter.

20. « L'avenir de l'Afrique », 1987 (Abiola, *Les Réparations...*, op. cit., 1992, p. 212).

21. « L'avenir de l'Afrique », 1987 (Abiola, *Les Réparations...*, op. cit., 1992, p. 209).

22. « World Conference on Reparations to Africa and Africans in the Diaspora », programme figurant dans la documentation de Lord Gifford, ainsi que dans BG ARM 5/1/1.

23. Allocution du Général-Président Ibrahim Badamasi Babangida, commandant en chef des forces armées de la République fédérale du Nigéria, *Papers presented at the World Conference on Reparations to Africa and Africans in the Diaspora*, 13 décembre 1990, p. 19, dans BG ARM 5/1/1.

24. Allocution d'ouverture de Chief M. K. O. Abiola, président et chef exécutif de Concord Press of Nigeria Ltd., *Papers presented at the World Conference on Reparations to Africa and Africans in the Diaspora*, 13 décembre 1990, p. 11, dans BG ARM 5/1/1.

25. Allocution du Général-Président Ibrahim Badamasi Babangida, commandant en chef des forces armées de la République fédérale du Nigéria, *Papers presented at the World Conference on Reparations to Africa and Africans in the Diaspora*, 13 décembre 1990, p. 15, dans BG ARM 5/1/1.

26. L'absence des femmes et le silence sur leur rôle national dans les discours politiques nigériens n'impliquent évidemment pas que la catégorie du genre ne soit pas pertinente dans l'analyse historique et politique, ni que les femmes ne s'engagent pas politiquement. Voir Panata 2020.

27. Chinweizu, « Reparations to the Black World – and how not to get them », *Papers presented at the World Conference on Reparations to Africa and Africans in the Diaspora*, 13 décembre 1990, p. 34-40, dans BG ARM 5/1/1.

28. J. F. Ade Ajayi, « The Slave trade, Colonialism and Neocolonialism in Historical Perspective », *Papers presented at the World Conference on Reparations to Africa and Africans in the Diaspora*, 13 décembre 1990, p. 41-43, dans BG ARM 5/1/1. Une version plus étoffée de cet argument a été présentée à l'occasion de la *Bashorun M.K.O. Abiola Distinguished Lecture* lors de la rencontre annuelle de l'African Studies Association aux États-Unis en 2002. Une traduction française a été publiée (Ade Ajayi 2004), assortie de multiples précautions liées à la publication d'un « plaidoyer plutôt que d'une analyse de sciences sociales à laquelle [le lecteur] s'attendrait de la part d'un éminent historien » (Jewsiewicki 2004 : 10).
29. Autobiographie orale de l'ambassadeur Dudley J. Thompson dans Robert Johnson, *Fighting for Africa. The Pan-African Contributions of Ambassador Dudley J. Thompson and Bill Sutherland*, 2010, p. 26-42.
30. S. E. N. Okoh, « The African debt crisis and the issue of reparations », *Papers presented at the World Conference on Reparations to Africa and Africans in the Diaspora*, 13 décembre 1990, p. 20-29, dans BG ARM 5/1/1.
31. Richard Franklin, « Notes », *Papers presented at the World Conference on Reparations to Africa and Africans in the Diaspora*, 13 décembre 1990, p. 30-33, dans BG ARM 5/1/1. Cette référence au « comportement dysfonctionnel » des Africains-Américains convoque des images anciennes et racistes faisant d'eux des personnes paresseuses, irresponsables et financièrement dépendantes de la société ; des images contre lesquelles la normalité et la blancheur se sont construites. Pour une analyse de cette assignation qui sert d'insulte tout en devenant une source d'attraction, voir Kelley 2001.
32. *The Report of the World Conference on Reparations to Africa and Africans in the Diaspora*, Lagos, 13-14 décembre 1990, dans BG ARM 5/1/2.
33. Lettre du Jamaica Committee For Reparations à Bernie Grant, 27 août 1994, dans BG ARM/7/3/3.
34. Anthony Gifford, *The Passionate Advocate*, 2007, p. 243.
35. *Interim Report of the Secretary General on the implementation of resolutions CM/RES.1339 (LIV) and CM/RES.1373 (LVI) relating to Reparations*, conseil des ministres de l'OUA, 22-26 juin 1992, Dakar, Sénégal, dans BG ARM 16/5/28.
36. GEP, *Facts on Reparations to Africa and Africans in the Diaspora*, dans BG ARM 5/2/1.
37. Liste des participants, dans BG 5/2/8.
38. Liste des invités, documentation personnelle de Lord Gifford.
39. Déclaration d'Abuja, dans J. F. Ade Ajayi & Margaret O. Vogt (éd.), *Proceedings of The First Pan-African Conference on Reparations organized by The Organization of African Unity*, 1993, p. 169-171 ; dans documentation personnelle, Lord Gifford.
40. A. Gifford, *The Passionate Advocate, op. cit.*, 2007, p. 251.
41. Notamment par D<sup>r</sup> Joe Okei-Odumakin, opposante historique et militante du droit des femmes au Nigéria (Lipper 2013).
42. Voir par exemple la lettre de Dudley Thompson à Bernie Grant, datée du 9 juillet 1993, dans BG ARM 7/5/1.
43. Cette interprétation est largement partagée dans les cercles activistes : voir par exemple A. Gifford, *The Passionate Advocate, op. cit.*, 2007, p. 254-255 et Hilary Beckles, *Britain's Black Debt...*, *op. cit.*, 2013, p. 182.

---

## RÉSUMÉS

Cet article étudie la dimension africaine du mouvement global pour les réparations et porte une attention particulière à l'engagement de Chief M. K. O. Abiola (1937-1998). Riche homme d'affaires nigérian, Abiola a défendu l'idée que des réparations au titre de l'esclavage et du colonialisme devaient être accordées à l'Afrique et à ses diasporas. Ses conférences aux États-Unis, entre 1987 et 1990, lui ont permis d'énoncer une relation de causalité entre l'esclavage atlantique et la situation sociale et économique du continent, et d'appeler à la solidarité entre Africains-Américains et Africains. Surtout, Chief Abiola a financé et organisé la première conférence mondiale sur les réparations, à Lagos en 1990, après quoi des comités pour les réparations se sont établis dans plusieurs pays, notamment au Royaume-Uni et en Jamaïque. Avec le soutien du Général-Président I. B. Babangida du Nigéria, Abiola a présidé le Groupe d'éminentes personnalités (GEP) créé par l'Organisation de l'unité africaine (OUA) en 1992 ; et il a soutenu la première conférence panafricaine sur les réparations organisée à Abuja en 1993. Mobilisant à la fois des États africains et des acteurs du mouvement panafricain comme Dudley Thompson (Jamaïque), Bernie Grant (Guyana, Royaume-Uni) ou Abdulrahman Babu (Zanzibar, Tanzanie), l'engagement d'Abiola a contribué à institutionnaliser la cause des réparations et à la placer dans l'agenda diplomatique international. En juin 1993, il sort victorieux des élections présidentielles au Nigéria, mais celles-ci sont annulées et, à la suite du coup d'État qui porte le général Sani Abacha au pouvoir, Abiola est emprisonné. La promesse de l'Afrique, formulée dans cet engagement politique au côté des diasporas pour obtenir des réparations, se voit brisée. À partir d'archives et d'imprimés, cet article éclaire les enjeux politiques et idéologiques de la cause des réparations dans le contexte changeant du début des années 1990. Abiola, mort en détention en 1998, est mémorialisé comme un « martyr de la démocratie », mais il reste aussi l'une des figures africaines méconnues du panafricanisme de la fin du XX<sup>e</sup> siècle.

This article studies the African dimension of the global movement for reparations, paying particular attention to the involvement of Chief M. K. O. Abiola (1937-1998). A successful Nigerian businessman, Abiola defended the idea that reparations for slavery and colonialism were owed to Africa and its Diaspora. In his lectures in the USA between 1987 and 1990, he established a relation of causality between Atlantic slavery and the social and economic condition of the continent, and called for solidarity between African Americans and Africans. Furthermore, Abiola funded and organized the first World Conference on Reparations in Lagos in 1990. Following this meeting, committees for reparations were established in various countries, including the United Kingdom and Jamaica. With the support of General-President I.B. Babangida of Nigeria, Abiola presided over the Group of Eminent Persons (GEP) established by the Organization of African Unity (OAU) in 1992; he led the first Pan African Conference on Reparations held in Abuja in 1993. By mobilizing African states and key actors of the Pan African movement such as Dudley Thompson (Jamaica), Bernie Grant (Guyana, United Kingdom) and Abdulrahman Babu (Zanzibar, Tanzania), Abiola contributed to institutionalizing the question of reparations and to placing it on the international diplomatic agenda. Chief Abiola won the June 1993 presidential elections in Nigeria, but the result was overturned, and following the coup d'état by General Sani Abacha, Abiola was jailed. Africa's promise, namely the political commitment to work with the Diaspora towards reparations, was broken. This article is based on archival and printed sources and sheds light on the political and ideological issues at stake with reparations in the changing context of the early 1990s. Chief Abiola died in jail in 1998, and is memorialized as a 'martyr of democracy', yet he remains a neglected African figure of Pan Africanism at the end of the 20<sup>th</sup> century.

Este artículo estudia la dimensión africana del movimiento global a favor de las reparaciones enfocándose en el compromiso de Chief M. K. O. Abiola (1937-1998). Hombre de negocios, rico, Abiola defendió la idea de una reparación para África y su diáspora por hechos de esclavitud y colonialismo. Las conferencias que dio en Estados Unidos, entre 1987 y 1990, le permitieron enunciar una relación de causalidad entre esclavitud atlántica y la actual situación social y económica del continente, y llamar a la solidaridad entre afroamericanos y africanos. Sobre todo, Chief Abiola financió y organizó la primera conferencia mundial sobre reparaciones en Lagos, en 1990, tras la cual se organizaron comités para reparaciones en varios países, especialmente en el Reino Unido y en Jamaica. Con el apoyo del General-Presidente I. B. Babangida de Nigeria, Abiola presidió el Grupo de personalidades eminentes (GEP) creado por la Organización para la Unidad Africana (OUA) en 1992; y sostuvo la primera conferencia panafricana sobre reparaciones organizada en Abuja en 1993. Movilizando Estados africanos y actores del movimiento panafricano tales como Dudley Thompson (Jamaica), Bernie Grant (Guyana, Reino Unido) o Abdulrahman Babu (Zanzíbar, Tanzania), el compromiso de Abiola contribuyó a institucionalizar la causa de las reparaciones y a ubicarla en la agenda diplomática internacional. En junio de 1993, ganó las elecciones presidenciales en Nigeria, pero éstas fueron anuladas y tras el golpe de Estado que llevó al poder al general Sani Abacha, Abiola fue encarcelado. La promesa de África, tal como se había formulado en ese compromiso político próximo a las diásporas para obtener reparaciones, se vio quebrantada. A partir de diversos archivos y documentos, este artículo esclarece desafíos políticos e ideológicos de la causa de las reparaciones en el contexto cambiante de principios de los años 1990. Abiola, muerto en detención en 1998, es recordado como un “mártir de la democracia”, sin embargo sigue siendo también una de las figuras africanas poco conocidas del panafricanismo de fines de siglo XX.

Este artigo analisa a dimensão africana do movimento global para as reparações, considerando em particular o envolvimento de Chief M. K. O. Abiola (1937-1998). Rico empresário nigeriano, Abiola defendeu a ideia que reparações pela escravidão e o colonialismo deveriam ser atribuídas a África e suas diásporas. Suas conferências nos Estados Unidos, entre 1987 e 1990, permitiram-lhe expor uma relação de causalidade entre a escravidão atlântica e a situação social e econômica do continente, e reclamar a solidariedade entre Afro-Americanos e Africanos. Sobretudo, Chief Abiola financiou e organizou a primeira conferência mundial sobre as reparações em Lagos, em 1990. Logo a seguir foram estabelecidos comitês pelas reparações em vários países, nomeadamente no Reino Unido e na Jamaica. Com o apoio do General-Presidente I. B. Babangida da Nigéria, Abiola presidiu o Grupo de personalidades eminentes (GEP) criado pela Organização da Unidade Africana (OUA) em 1992; ele também apoiou a primeira conferência pan-africana sobre as reparações organizada em Abuja em 1993. Mobilizando conjuntamente Estados africanos e atores do movimento pan-africano como Dudley Thompson (Jamaica), Bernie Grant (Guyana, Reino Unido) ou Abulrahman Babu (Zanzibar, Tanzânia), o envolvimento de Abiola contribuiu para institucionalizar a causa das reparações e colocá-la na agenda diplomática internacional. Em junho de 1993, ele ganhou as eleições presidenciais na Nigéria, mas estas foram anuladas, e depois do golpe de Estado que levou o general Sani Abacha ao poder, Abiola foi aprisionado. A promessa da África, formulada neste engajamento político junto as diásporas para obter reparações, foi abalada. A partir de arquivos e de impressos, este artigo esclarece a relevância política e ideológica da causa das reparações no contexto movimentado do princípio dos anos 1990. Abiola, que faleceu na prisão em 1998, foi memorializado como um « mártir da democracia », mas ele permanece também uma das figuras africanas desconhecidas do pan-africanismo do final do século XX.

## INDEX

**Mots-clés** : Chief M. K. O. Abiola, Nigéria, réparations, esclavage, colonialisme, panafricanisme, Groupe d'éminentes personnalités (GEP), Organisation de l'unité africaine (OUA)

**Palavras-chave** : Chief M. K. O. Abiola, Nigéria, reparações, escravidão, colonialismo, pan-africanismo, Grupo de personalidades eminentes (GEP), Organização da unidade africana (OUA)

**Keywords** : Chief M.K.O. Abiola, Nigeria, Reparations, Slavery, Colonialism, Pan Africanism, Group of Eminent Persons (GEP), Organization of African Unity (OAU)

**Palabras claves** : Chief M. K. O. Abiola, Nigeria, reparaciones, esclavitud, colonialismo, panafricanismo, Grupo de personalidades eminentes (GEP), Organización para la unidad africana (OUA)

## AUTEUR

**GIULIA BONACCI**

chargée de recherche IRD, historienne

Institut de recherche pour le développement (IRD)

Unité de recherche Migrations et Société (URMIS, UMR205), université Côte-d'Azur, France